

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 28/3 (2001)

DOI: 10.11588/fr.2001.3.46495

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

sachlichen Erwägungen Anstoß erregten, sondern wegen der unaufhörlichen Suche nach Anlässen, die Zuständigkeiten des Reichstags auszudehnen. In diesem Kontext nimmt Schwarz einzelne humanitäre Anklänge bei der DVP zu wörtlich und unterschätzt das parteitaktische Kalkül zugunsten der hehren Freihandelsdoktrin, die als zeittypisch nicht kritisiert werden dürfe. Dies ist ein inakzeptables Postulat.

Schwarz ist um stilistische Originalität bemüht, gleitet dabei allerdings nicht selten in einen journalistischen Tonfall ab (»Bebel setzte noch eins drauf«, S. 293). Sie ertappt sich selbst bei der Bevorzugung der Gegner kolonialen Engagements, von deren Unzulässigkeit sie sich und ihre Leser langatmig-belehrend zu überzeugen trachtet, weiß sie doch genau, wie sehr der Zug der Zeit in diese Richtung fuhr. Dessenungeachtet mag man ihre Empörung über scheinheilige Tarnung eigensüchtiger Motive von Kolonialbefürwortern oder grausame Unterdrückung der »indigenen Bevölkerung« – wie sie die Negerstämme oder Eingeborenen etwas bombastisch tituliert – verstehen. Manchmal wäre indessen indirekte Rede angezeigt gewesen, anstatt die zeitgenössischen Verdikte ungefiltert darzutun; auch vor der Vokabel »entlarven« ist zu warnen. Jedenfalls ist diese talentvolle Dissertation das Ergebnis eines akribischen Quellenstudiums, wovon ein riesiger, zitatengespickter Anmerkungsapparat zeugt. Zumeist sind es Reichstagsdebatten und Parteiorgane, auf die sich die Autorin stützt; sie hat aber auch zahlreiche Nachlässe konsultiert. Wir wissen nunmehr ganz genau, was die angeblichen »Reichsfeinde« zwischen 1879 und 1899 über Kolonien dachten und sagten!

Herbert ELZER, Andernach

Katja-Maria WÄCHTER, *Die Macht der Ohnmacht. Leben und Politik des Franz Xaver Ritter von Epp (1868–1946)*, Frankfurt a. M. (Peter Lang) 1999, 302 S. (Europäische Hochschulschriften, Reihe III: Geschichte und ihre Hilfswissenschaften, 824).

La vie et l'action politique du général Franz Xaver Ritter von Epp n'avaient jusqu'à présent pas été étudiées de façon approfondie. Le travail accompli par Katja-Maria Wächter, sous la direction d'un des plus éminents spécialistes de l'histoire du Troisième Reich, Klaus Hildebrand, permet de combler cette lacune. L'auteur a dépouillé de façon exhaustive les fonds privés du *Bundesarchiv* de Coblenze, elle a consulté les documents conservés à l'ancien *Berlin Document Center*, au *Militärarchiv* de Fribourg en Brisgau et au *Bayerisches Hauptstaatsarchiv* de Munich. Elle a également eu accès aux fonds privés du général von Epp déposés à l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich. Sa quête de sources originales l'a menée à Londres, au *Public Record Office* et à Stanford, à la *Hoover-Institution*.

Epp a été le témoin et, dans une certaine mesure, l'acteur de l'évolution politique de l'Allemagne de l'époque impériale au Troisième Reich. Né à Munich en 1868 dans une famille de la petite bourgeoisie, il s'oriente, après des études classiques, vers la carrière militaire en entrant à l'Académie militaire de sa ville natale. Il commence sa carrière dans les troupes coloniales. En 1900/01, il s'illustre en tant que lieutenant dans le corps expéditionnaire allemand envoyé en Chine pour mater le soulèvement des Boxers. A son retour d'Extrême-Orient, après un séjour à Berlin, il poursuit sa carrière dans les troupes coloniales et participe, en 1904, au massacre des Hereros et des Hottentots en Afrique du Sud-Ouest. Son sentiment de la supériorité de la race blanche sur la race noire sort considérablement renforcé de cette expédition. Il reste jusqu'en 1906 sur le continent africain et prend part à toutes les exactions commises contre les populations. Epp gardera durant toute sa vie un souvenir ému de son séjour dans cette partie de l'Empire colonial allemand. Pendant la Première Guerre mondiale, il commande un régiment d'Infanterie bavarois constitué de troupes d'élite. Il combat sur tous les fronts: en France, en Italie, en Serbie et en Roumanie et fut anobli pour faits d'armes en 1917.

»Der Ritter als Retter« tel est le titre utilisé par Wächter pour évoquer l'immédiat après-guerre et la révolution en Bavière. Après la proclamation de la République bavaroise, le général von Epp réunit sans difficultés un corps franc composé de près de 700 hommes pour lutter contre elle. Après la »libération« de Munich, ses troupes sont incorporées dans la nouvelle *Reichswehr*. Mais Epp se sent, à l'époque, bien plus Bavarois qu'Allemand; il méprise le régime de la République de Weimar, les gouvernements de gauche et regrette l'ordre ancien et la monarchie.

Très apprécié par ses troupes, le général von Epp devient vite, comme l'écrit Wächter, un »soldat politique«. En octobre 1923, son anti-républicanisme notoire et le soutien apporté à Gustav Kahr, le nouveau Commissaire général de Bavière, dans sa lutte contre les autorités fédérales, lui valent son renvoi de l'armée. Il est alors totalement désorienté. Par l'intermédiaire du capitaine Ernst Röhm, un de ses subordonnés, il rencontre, en 1923, Adolf Hitler, mais il ne participera pas au »putsch de la brasserie«. Les conceptions politiques du général von Epp rejoignent, en partie, celles du NSDAP. Il souhaite une révision du traité de Versailles et la reconstitution d'une véritable armée, il partage les idées antisémites de Hitler, mais il n'a rien d'un visionnaire et n'envisage pas la constitution d'un ordre nouveau. Hitler éprouve un certain respect pour la carrière militaire de von Epp, il espère rallier, grâce à lui, les forces conservatrices et notamment les impérialistes wilhelmiens, qui, déçus par la politique de la République de Weimar, pensent que Hitler peut redonner à l'Allemagne sa grandeur passée.

Epp entre au parti national-socialiste, le 1^{er} mai 1928, et devient, la même année, député au *Reichstag*. Il y est le porte-parole de son parti pour les questions militaires et le représente, à titre d'observateur, lors de la conférence de Genève en 1932. Son attitude critique à l'égard de la République de Weimar lui vaut la reconnaissance de Hitler, qui en fait le chef du *Wehrpolitisches Amt der NSDAP*. Après son arrivée au pouvoir, Hitler nomme Epp, le 10 avril 1933, *Reichsstatthalter* de Bavière, mais ce poste est purement honorifique, Epp possède »Die Macht der Ohnmacht«; ses démarches auprès de Hitler sont vaines, le véritable pouvoir est aux mains du *Gauleiter* et des ministres bavarois.

Pour calmer le général von Epp, Hitler le place, en 1934, à la tête du *Kolonialpolitisches Amt der NSDAP* (Office de politique coloniale). Cette nomination s'imposait, Epp, partisan de la constitution d'un empire colonial allemand, était déjà depuis 1925 président de la ligue des Anciens combattants coloniaux. Il cumule ces fonctions, en 1936, avec celle de président du *Reichskolonialbund* (ligue coloniale du Reich), ce puissant groupe de pression devient ainsi un instrument au service de la politique hitlérienne. En mars 1939, Hitler confie à Epp la direction de tous les préparatifs de la future administration coloniale. Il est même chargé, en mai 1940, d'activer la mise au point d'un ministère des Colonies, destiné à gérer l'empire colonial allemand créé à l'issue des traités de paix. Epp en conçut des espoirs: il croit pouvoir détourner Hitler de ses visées à l'Est; l'expansion outre-mer donnant l'espace vital nécessaire au peuple allemand. Mais Epp est à la tête d'un ministère sans colonies, après avoir été un *Reichsstatthalter* sans réel pouvoir. La décision de Hitler de suspendre la préparation de la future administration, officiellement notifiée à Epp en janvier 1943, le déçoit profondément. Selon K. M. Wächter, Epp se rend compte qu'il a été manipulé par Hitler, l'acquisition d'un empire colonial en Afrique ne faisant pas partie des priorités immédiates du *Führer*. Il s'éloigne du régime, il est contacté, en avril 1945, par le groupe de la *Freiheitsaktion Bayern*, qui souhaitait prouver aux Alliés qu'il existait une autre Allemagne. A l'action et au soulèvement, le vieux général préfère le sens du devoir et la fidélité au régime. Epp ne figure pas sur la liste des criminels de guerre, quand il est arrêté le 6 mai 1945. Prisonnier des Américains, il meurt le 31 décembre 1946 dans un hôpital de Munich.

Dans son étude, Wächter éclaire sous un nouveau jour l'attitude d'un membre de l'élite militaire du Troisième Reich. Epp représente bien le groupe des conservateurs wilhelmiens qui s'est rallié à Hitler en espérant qu'il redonnerait à l'Allemagne sa grandeur passée. On

peut se demander si Epp était aussi »naïf« que le suppose Wächter. Il avait accepté en entrant au parti national-socialiste son programme. Ce haut dignitaire de l'armée, fidèle à la discipline, obéira jusqu'au bout au chef des armées, Hitler, qui l'a nommé successivement *Reichsstatthalter*, président du KPA et du RKB et même »ministre des Colonies«. Il a été sensible à ces marques d'intérêt et d'amitié du *Führer* et malgré l'effondrement de tous ses rêves coloniaux et la défaite, le vieux général est resté jusqu'au bout loyal au régime.

Chantal METZGER, Paris

Pierre-Jacques DERRAINE, Patrick VEGLIA, *Les étrangers en France. Guide des sources d'archives publiques et privées, XIX^e-XX^e siècles*. Préface par Martine AUBRY et Catherine TRAUTMANN. Avant-propos par Saïd BOUZINI et Michel DREYFUS. Tomes I, II, III, Paris (Génériques – Archives nationales) 1999, CXVIII–2408 p. (Associations Génériques).

»L'histoire d'une nation européenne ne peut faire l'impasse, en cette fin de siècle, sur l'histoire des immigrés.« Diese Bemerkung von Martine Aubry und Catherine Trautmann im Geleitwort (S. XI) des vorliegenden, dreibändigen Archivführers von Pierre-Jacques Deraine und Patrick Veglia führt mitten in dessen Bedeutung und Absichten. Im 19. Jh. verließen viele Menschen aus den unterschiedlichsten Gründen ihre Heimat, um in anderen europäischen Ländern ihr Glück zu machen. In ihrem neuen Lebensumfeld prägten sie das gesellschaftliche Leben entscheidend mit. Die Einwanderung war und ist ein entscheidendes Moment nicht nur Frankreichs, sondern auch Europas. Daher läßt sich durch die Beschäftigung mit Immigration nicht nur die Geschichte einer europäischen Nation in ihren gesellschaftlichen und kulturellen Ausprägungen nachvollziehen, sondern auch die zukünftige Bedeutung des Themas für einen europäischen Kontext näher bestimmen. Der Einigungsprozeß in Europa wird maßgeblich auch vom Umgang mit Immigrantinnen und Immigranten bestimmt. Gerade bezüglich der Fragen nach den Möglichkeiten einer Regulierung, danach wer einwandern soll und wer nicht, ist es hilfreich, die Auswirkungen der Immigration in einem europäischen Land konzentriert zu untersuchen, das in dieser Hinsicht über weitreichende Erfahrungen verfügt.

Michel Dreyfus konstatiert im Vorwort des vorliegenden Archivführers eine zunehmend institutionalisierte Auseinandersetzung mit dem Thema Immigration in Frankreich. Sie belegt deutlich, daß die Geschichtswissenschaft inzwischen die maßgebliche Rolle realisiert, die Einwanderer in wirtschaftlicher, sozialer und kultureller Hinsicht in Frankreich gespielt haben und immer noch spielen. Waren es im 19. Jh. zunächst hauptsächlich Belgier, die nach Frankreich übersiedelten, wurden sie schon bald von Italienern abgelöst, die bis 1967 den Großteil der Einwanderer ausmachten. Seit 1950 wanderten schließlich vermehrt Spanier, Portugiesen, Algerier und Südasiaten nach Frankreich ein (S. XX, XXI). Die Geschichte der Einwanderer in Frankreich war eine wechselvolle, die immer auch von der wirtschaftlichen Situation in Frankreich bestimmt wurde. So erließ die Regierung Valéry Giscard d'Estaing in den siebziger Jahren mit Verweis auf die angespannte Wirtschaftslage in Frankreich einen Einwanderungsstop, während zuvor Arbeiter unterschiedlichster Nationalitäten willkommen gewesen waren. Seitdem hat sich das Verhältnis der Zahl von Einwanderern zur französischen Bevölkerung nicht mehr verändert, während sich die Art der Einwanderung von einer »immigration de travailleurs« hin zu einer »immigration plus familiale« gewandelt hat (S. XXII).

Der vorliegende Führer durch französische Archive, die Quellen zur Immigration bereithalten, trägt dem Umstand, daß Frankreich seit dem 19. Jh. das klassische Einwanderungsland in Europa war, ebenso Rechnung wie der zunehmenden Bedeutung der Immigration als Gegenstand aktueller Geschichtsschreibung. Die Idee zu dem längst überfälligen, umfangreichen Projekt, alle diesbezüglichen Quellen in französischen Archiven